

Vigilances

La lettre du



N°21 : mars 2004

De la rétention à la précaution

Le principe de précaution représente l'invention la plus récente dans l'évolution des techniques de gestion du risque. Comme **il est souvent confondu avec la prévention**, il est bon de retracer rapidement les progrès successifs des techniques de gestion du risque qui ont jalonné l'histoire de l'humanité.

Lorsque Lucy imprimait la trace de ses pas dans le sol du rift africain, le risque était inhérent à l'existence même et ne pouvait être qu'accepté. Notre aïeule ne connaissait qu'une seule technique de gestion du risque : **la rétention**.

Plus tard, l'homo habilis a appris à se protéger de certains risques, que représentaient les animaux prédateurs... ou d'autres congénères, en fabriquant des armes, en contrôlant le feu, en s'abritant dans des grottes : notre ancêtre avait découvert **la prévention**.

Au XIV^{ème} siècle, les banquiers génois qui finançaient le commerce avec l'Orient ont imaginé de faire payer aux marchands qui avaient mené leurs expéditions à bon port les pertes subies par ceux dont les navires avaient coulé ou avaient été pris par les barbaresques : ils avaient inventé **la mutualisation** des risques, plus communément appelée assurance.

Le principe de précaution est plus récent. Il est né dans les années 80. Face à un risque, le réchauffement climatique que pouvait causer l'effet de serre dont l'existence était encore mal connue, mais dont les conséquences, s'il était avéré, pouvaient être catastrophiques et irréversibles, les ministres de l'environnement des pays de l'OCDE ont énoncé pour la première fois que « l'absence de certitudes scientifiques ne doit pas servir de prétexte à l'inaction ».

Aujourd'hui, rétention, prévention, mutualisation, précaution, sont **les quatre outils de gestion des risques** utilisés par les particuliers, les entreprises et les Etats. Un automobiliste pourra favoriser la prévention en achetant une voiture bardée d'ABS, ESP et autres air bags ; un autre préférera s'assurer tous risques. Dans les entreprises, les « risk managers » arbitrent continuellement entre rétention, prévention et assurance. Et, si toutes les entreprises font de la prévention, une entreprise disposant d'un haut de bilan confortable pourra favoriser la rétention. Tout comme l'Etat, dont on dit qu'il est « son propre assureur », mais qui en fait pratique **la rétention intégrale**. Il est vrai que l'Etat a mieux que des fonds propres : des contribuables...

Et le principe de précaution dans tout ça ? Seule la puissance publique est en mesure de l'invoquer. Exiger des entreprises qu'elles le fassent reviendrait à interdire toute **innovation**. Par contre, elles doivent appliquer les mesures de précaution édictées par les dirigeants politiques qui prennent ainsi une très lourde responsabilité.

Grâce à la recherche scientifique, **l'ignorance**, fondement de la précaution, n'est souvent que transitoire. Il faudrait alors avoir le courage de renverser une décision de précaution lorsqu'on découvre qu'elle était inutile : malheureusement, rarissimes sont les cas où une mesure de précaution a été annulée après que l'on eut acquis la certitude qu'elle n'était pas justifiée.

Surtout, il faudrait savoir résister à la tentation de **la précaution démagogique** : le principe de précaution est très noble, mais trop de politiques ont découvert qu'une mesure de précaution était d'autant plus efficace que le risque qu'elle vise à éliminer est imaginaire. Comme le disait le paysan de la blague :

Père Mathieu, pourquoi mettez-vous des lions empaillés dans votre verger ?
Pardi, pour que les girafes ne viennent pas me manger mes pommes !
Mais, père Mathieu, il n'y a pas de girafes en Normandie.
Ben tu vois, mon p'tit gars, ça marche

Jean-Jacques DUBY

Dossier : 2004 = 1982. *La rigueur est pour demain*, par Jean Peyrelevalde, page 6

© Club des Vigilants 2004 - Ce document est la propriété exclusive du Club des Vigilants ; toute reproduction même partielle est interdite sans autorisation préalable du Club des Vigilants.

Alertes



Irak : Accord signé, désaccord proclamé

Les responsables Chiites irakiens votent la « loi fondamentale » le 8 mars, mais déclarent le même jour qu'elle est un « obstacle à l'unité de l'Irak » et qu'il faudra la changer. Se pose alors la question de savoir si des **compromis** sont possibles notamment sur les statuts respectifs de la majorité et des minorités. Les chefs chiites proclament à l'avance qu'un accord sera tout aussi difficile à obtenir dans trois mois, quand il s'agira de former un gouvernement provisoire, et plus encore quelques mois après, au moment des élections.

Au 30 juin, les Etats-Unis auront pour tâche de rendre plus ou moins crédible le **transfert de pouvoir**. Le refus d'engagement des Chiites, l'absence d'un leadership sunnite susceptible de coopérer efficacement et le maintien sans concession des intentions kurdes d'autonomie, ne leur simplifieront pas la tâche. Or, beaucoup de choses dépendent du plus ou moins grand succès de ce transfert de souveraineté, y compris l'attitude future des pays non membres de la coalition.

Les Etats-Unis ne pourront pas longtemps se comporter comme un boursier qui, dans le doute, effectue un « report ». Il va leur falloir se porter « acheteur » ou « vendeur », bref se décider.

Jacques Andréani

Déficit d'espérance

Ceux-là même qui ont trop cru à des lendemains qui chantent risquent aujourd'hui de s'enliser dans la peur de lendemains qui déchantent. Sans vision d'avenir, l'espérance s'étiole. **Faute d'ambition partagée l'adhésion fait défaut**. La politique devient objet de dérision. Le pays est à la veille de s'enfoncer dans une crise morale. Le minimum consisterait à dire la vérité, toute la vérité, sur les problèmes qui nous confrontent. A partir de là, les citoyens seraient conviés à réfléchir sur les moyens propres à laisser à nos enfants une France dynamique. Chacun a des enfants ou connaît des jeunes. Chacun peut prendre part à l'action collective. Chacun peut contribuer au développement durable de sa famille, ... de sa région, ... de la France, ... de l'Europe, ... du monde. Une solidarité européenne et mondiale est aujourd'hui d'autant plus nécessaire que la peur du terrorisme ajoute à la désespérance et qu'il n'y a pas, en cette triste matière, de solution étroitement nationale.

Bernard Kouchner

Le signal d'Alcala

On ne peut reprocher aux socialistes espagnols d'avoir gagné les élections grâce à Al Quaida mais le nouveau gouvernement ferait vite figure de coupable s'il manquait de **fermeté** à l'égard du terrorisme. Pendant la campagne, José Luis Rodriguez Zapatero avait promis, s'il devenait président du gouvernement, de rapatrier les 1.300 militaires espagnols envoyés en Irak par José Maria Aznar. Il va donc lui falloir, pour trouver une contre partie, se placer nettement en tête du combat contre le terrorisme islamique en Europe. Il s'y apprête car là est, selon lui, le véritable enjeu. « Les Etats-Unis, dit un de ses fidèles, risquent peut-être d'être "mexicanisés" mais sûrement pas islamisés ». Il est vrai que les Espagnols sont bien placés pour savoir que la géographie et l'Histoire font de l'Europe la véritable **terre de mission** pour les fous d'Allah. D'ailleurs, est-ce un hasard si le principal point de départ des wagons qui ont explosés à Madrid, était Alcala de Henares, une ville où se livra au XIIIème siècle, une grande bataille entre les armées de l'Islam et celles de la Chrétienté ?

La culture du ressentiment

Un homme d'affaires qui, depuis des années, se rend régulièrement dans les pays du Moyen Orient, en revient chaque fois plus inquiet. « Les Etats-Unis, en particulier, et le monde occidental en général, dit-il, y sont l'objet d'une hostilité croissante ». Selon lui, cette hostilité se répand partout, même chez des avocats ou des médecins qui, il n'y a pas si longtemps, rêvaient **d'occidentalisation**. Le ressentiment est alimenté en partie par les images télévisuelles du malheur palestinien. Mais il est d'autant plus fort que les régimes locaux, **corrompus et méprisés**, sont considérés comme des **marionnettes** dont les fils remontent à Washington. Paradoxalement, le seul pays musulman où la société n'éprouve pas de sentiments anti-occidentaux est l'Iran. Pourquoi ? Tout simplement parce que le régime n'a pas la réputation d'être pro américain. D'ailleurs, comme ce régime est dirigé par des mollahs, les mosquées en Iran sont presque vides !

On n'est plus jamais sur d'être seul

Tout le monde sait que le téléphone portable est fait pour les bavards. On sait moins qu'il est aussi fait pour les muets. Certaines sociétés spécialisées dans l'espionnage industriel ont réussi à utiliser le banal téléphone portable du Président de société pour en faire un " espion portatif ". Ces sociétés spécialisées, sur simple connaissance du modèle de l'appareil, sont capables d'entrer en contact avec le téléphone du Président ce qui est normal mais ce qui l'est moins c'est qu'elles peuvent rendre actif, par voie hertzienne, le téléphone dudit Président alors qu'il est éteint. Ce qui est plus gênant c'est que la mise en service est invisible pour l'utilisateur qui continue à penser que son micro est fermé. On imagine facilement ce qui se passe lorsque le micro s'ouvre à distance et qu'une oreille attentive mais pas nécessairement bien intentionnée va pouvoir entendre non seulement ce qu'il dit mais également, s'il reste muet, ce qui se dit autour de lui ! Même Monsieur BOND n'y avait pas pensé ! Superbe pour ceux qui s'intéresse à l'Intelligence Économique...

Henri-Paul Soulodre, Ingénieur Conseil

Ordinateurs portables et piraterie

Concentré de haute technologie, de plus en plus léger et **performant**, symbole social, l'ordinateur portable suscite l'attrait des utilisateurs mais il retient également l'attention **des voleurs et des pirates**. En 2001, près de 600 000 ordinateurs portables ont été volés selon les assureurs.

Avec une capacité standard des disques durs de l'ordre de 60 à 80 GO, soit plusieurs millions de pages de texte, les conséquences peuvent être plus ou moins redoutables pour l'entreprise qui « égarerait » un ordinateur portable :

- La moins dommageable : le voleur vendra le portable rapidement pour gagner quelque argent sans trop de risque. La conséquence « sans gravité » consiste en la perte de la machine, la perte des données, la perte du travail en cours. **Perte de temps et d'argent...** (rien de bien grave en somme).
- Un peu plus gênante déjà : le « voleur » s'intéresse aux **informations disponibles** sur le disque dur. Cela semble irréel mais, la « perte » d'un ordinateur portable du Département d'État dans lequel figuraient des informations hautement confidentielles est restée dans tous les esprits.
- Plus grave encore : le « voleur » se connecte au **réseau** de votre entreprise grâce à une liaison à distance. Généralement, l'identification de l'utilisateur repose sur un mot de passe simple pour ne pas dire simpliste. Il pourrait même utiliser la clé physique (type carte USB) qui était dans la même sacoche que le portable.
- Extrêmement dangereuse : le « voleur » bien intentionné introduit **un petit programme espion**, appelons-le virus, ver, cheval de Troie, dans la machine avant de vous la restituer. Les dégâts d'un tel programme introduit directement dans le système informatique lors de la connexion du portable sur le réseau de l'entreprise, bien évidemment après le firewall et les anti-virus, peuvent être redoutables pour l'entreprise sur le plan financier, sans parler de l'éventuelle perte de crédibilité, perte de brevet, perte de clients...

Didier Leys, Leys Organisation

Cibles afghanes

Le 25 février dernier, cinq travailleurs humanitaires afghans ont été tués dans une embuscade sur une route au Nord Est de Kaboul. Cet attentat s'inscrit dans une stratégie visant à empêcher toute **normalisation**. Les Afghans qui participent à la **reconstruction** (non seulement armée et police mais aussi écoles et hôpitaux) deviennent des cibles. Les Talibans parlent « d'Offensive de printemps », au moment même où les Américains lancent l'opération « Tempête en montagne ». Prises entre deux feux, les organisations humanitaires s'interrogent sur la place qui pourra être la leur.

L'euro a bon dos

Les exportateurs se plaignent des variations de change comme les paysans se plaignent des intempéries. Quand l'euro a été mis en circulation sa valeur a été fixée à 1,18 dollars. Puis, l'euro a baissé et beaucoup y ont vu la preuve de la **faiblesse** de l'Europe. Après quoi il a monté et l'opinion s'est répandue que l'Europe allait mourir d'une monnaie trop forte. Bien sûr, si les prix augmentent, les ventes deviennent plus difficiles. Mais l'effet est relativement mineur tant que la croissance mondiale est suffisante pour que la demande continue à croître. Et que ne dirait-on pas si les consommateurs américains cessaient de consommer !

Des arbres et des hommes

Tout a été dit sur la crise haïtienne. Sauf l'essentiel. Le pays autrefois était **boisé** ; aujourd'hui les collines sont chauves. De là est né le mal.



Chine : des notaires sur le modèle français

Non seulement les Chinois ne se ferment pas aux investissements étrangers (plus de 500 milliards de dollars entre 1980 et 2002) mais ils ne répugnent pas à s'inspirer des **modèles étrangers** quand ils l'estiment utile. Ainsi, font-ils appel à l'expertise américaine dans de nombreux domaines et vont jusqu'à solliciter des Indiens pour concevoir des enseignements touchant à l'électronique et à l'apprentissage de l'anglais. La France ne fait pas exception. Jusqu'à maintenant, **le système notarial** n'était pas développé en Chine et, afin de répondre aux besoins de l'économie de marché, il a été récemment décidé de rendre **l'authentification** obligatoire pour certains types d'actes juridiques et facultative pour certains autres. La rédaction de l'article 56 des « principes généraux du code civil » chinois s'est inspirée des conseils du notariat français et le statut des notaires chinois sera celui de notaires libéraux exerçant dans des « établissements publics » et non celui de notaires fonctionnaires.

Patrick Gaillot

Irak : renaissance pétrolière et paralysie administrative

Pour la première fois depuis la fin de la guerre en avril 2003, la production irakienne a atteint le niveau de 2.5 million de barils/jour et devrait, sauf incident, pouvoir **se maintenir durablement** dans la fourchette 2.4 – 2.7 millions. On pourrait même envisager 3 millions de barils/jour en 2005 et un retour aux productions d'avant guerre (3.5 millions) dès 2006.

La forte augmentation du niveau des exportations constatée récemment est avant tout due à la réouverture du pipeline nord qui permettait d'évacuer avant la guerre environ 800 000 barils/jour vers le port de Ceyhan en Turquie. La réouverture du pipe vers la Turquie s'est traduite du côté irakien par le lancement d'un appel d'offres de 6 millions de barils de Kirkuk. Total a été attributaire d'une cargaison d'un million de barils. Par ailleurs, une conférence sur l'avenir de **l'industrie pétrolière** est prévue les 18 et 19 avril à Bassorah. Total et l'Institut Français du Pétrole ont l'intention d'y participer. La situation reste, cependant, **confuse** au sein du ministère du pétrole où la majorité des responsables irakiens semblent dénués de tout pouvoir dans le contexte actuel. D'une façon générale, les bureaucraties locales sont **paralysées** sous le double poids de l'autorité extérieure (américaine) et des dissensions intérieures (communautaires).

De la délocalisation à la panlocalisation

Qui dit mondialisation pense **délocalisation** de produits simples où le coût de la main d'œuvre est déterminant. Mais, les progrès de l'informatique aidant, la plupart des produits et services sophistiqués peuvent être décomposés, tel élément se faisant en Europe, tel autre à Singapour, tel autre en Chine, etc. Et s'il fallait une preuve de plus que la **mondialisation** d'aujourd'hui est surtout synonyme de **globalisation**, il suffirait de souligner que les ventes des filiales étrangères des entreprises multinationales sont largement supérieures à la totalité des exportations mondiales.

Poutine : le symbole

La plupart des hommes russes aiment trop la vodka et ont le ventre relâché. Vladimir Poutine boit peu et son ventre est musclé. De Mourmansk à Vladivostok, aucun téléspectateur ne peut ignorer qu'il est ceinture noire de judo, qu'il pratique la lutte, le ski, l'équitation, la nage et la pêche en rivière. Tous les hommes russes voudraient être capables d'en faire autant et leurs épouses rêveraient d'avoir un mari qui ressemble à ce cher Président. C'est pour cela, plus encore que pour les résultats de son premier mandat, que Poutine a été réélu triomphalement. C'est parce qu'il incarne la **volonté** et non la **mollesse**, l'**ambition** et non le **goût du luxe**, que nul ne songe à lui contester une stature d'homme d'Etat. En fait, un homme politique ne devient un homme d'Etat que s'il déclenche chez les citoyens, **un processus d'identification**. Alors, mais alors seulement, il devient un symbole, sert de référence, donne l'exemple et rend à ses compatriotes un sens de la dignité nationale. C'est sur ce socle qu'il pourra construire une politique et non sur une politique qu'il pourra construire un symbole. Comme quoi ce qu'on est compte davantage que ce qu'on dit !

La tête et les tripes

Mettons-nous à la place d'un électeur américain qui n'a pas encore fait son **choix** entre Bush et Kerry. Bush lui demande : « Voulez-vous être craint ou voulez-vous avoir à vous donner du mal pour essayer d'être aimé ? ». Bush insiste « Voulez-vous être le roi du monde ou voulez-vous avoir à discuter pour vous faire des amis ? ». Alors Kerry arrive et rétorque : « Attention ! Tout cela est illusoire et les illusions mènent toujours à la désillusion ». L'électeur **indécis** se gratte la tête. Il sent que Kerry a raison mais a envie de croire Bush. C'est la tête contre les tripes. Et, sept mois pour se décider.

Vive le cricket !

La première manifestation du **dégel** américano-chinois s'est traduite par l'invitation à Pékin de l'équipe américaine de Tennis de table. Après, mais après seulement, Nixon a rendu visite à Mao. Entre l'Inde et le Pakistan, la **chronologie** a été inversée puisque le Premier ministre indien s'est déjà rendu à Islamabad. Mais sa venue a beau avoir passionné le monde politique, **les foules sont restées indifférentes**. En revanche, des dizaines, et peut-être même des centaines de millions d'Indiens et de Pakistanais, se précipitent sur leurs postes de télévision pour suivre la tournée qu'effectue actuellement au Pakistan l'équipe indienne de cricket. Karachi, Rawalpindi, Lahore et plusieurs autres villes sont au programme. A Karachi, 33.000 spectateurs ont envahi le stade. Ils avaient l'air joyeux. Aucun incident n'a été déploré.

Biologie cellulaire : des cellules souches dans le sang

Jusqu'ici, la recherche sur l'embryon était présentée comme la plus prometteuse pour la production de cellules « thérapeutiques ». Ces cellules auraient la capacité de se transformer en d'autres cellules et donneraient ainsi naissance à des tissus divers que l'on pourrait greffer sur les organes endommagés tels que le foie, le cerveau, les poumons, etc. Or, seuls une poignée de pays dont la Grande Bretagne ont autorisé ce type de recherche. D'autres dont la France et les Etats-Unis les ont autorisées mais sous des conditions très strictes. Pendant ce temps, les recherches sur les **cellules souches adultes** laissent déjà entrevoir des résultats prometteurs.

Des biologistes du Biochip Technology Center qui fait partie de l'Argonne National Laboratory (Etats-Unis) ont récemment fait une découverte majeure. Certaines cellules, plus précisément des **monocytes du système immunitaire**, se comporteraient comme des cellules souches grâce à une substance que l'on pourrait qualifier de « facteur de croissance ». Peu nombreux dans le sang, ces monocytes se multiplient en revanche assez facilement. Grâce à différents « facteurs de croissance », l'équipe du biologiste Eliezer Huberman, aurait réussi à faire apparaître, dans les tubes à essai, des « marqueurs » de cellules du cerveau, du foie et de la peau.

Ce seraient donc les « facteurs de croissance » qui dirigeraient les monocytes vers la production de tel ou tel autre tissu. Alors que les recherches sur les cellules souches de l'embryon patinent, la confirmation de ces résultats prometteurs pourrait assez rapidement déboucher sur des applications thérapeutiques.

2004 = 1982

La rigueur est pour demain

Par **Jean Peyrelevalde**,

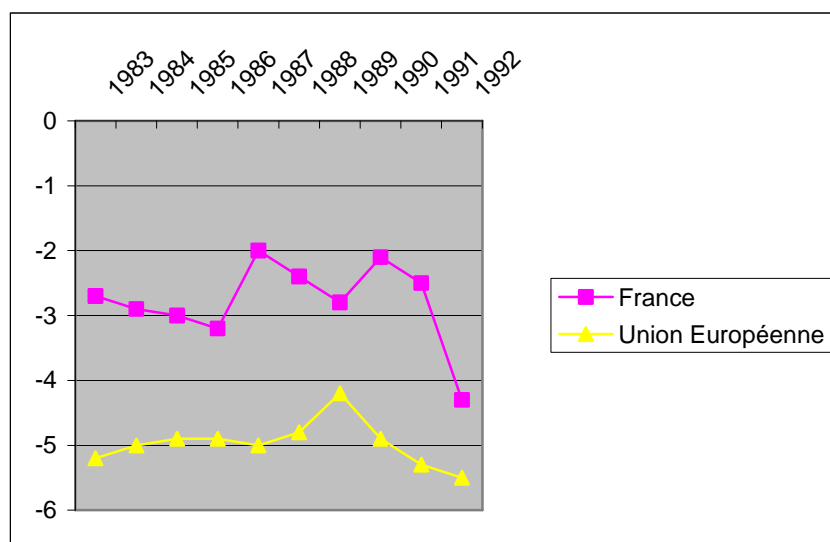
La IVème République s'est brisée sur la question algérienne. La Vème risque de se casser sur la question des finances publiques. La gestion calamiteuse de l'Etat en matière de dépenses publiques ne date pas d'aujourd'hui. Elle a été d'une constance affligeante depuis une vingtaine d'années. L'alternance politique n'a été d'aucune utilité et le laxisme, la valeur la mieux partagée par tous les gouvernements qui se sont succédés, de gauche comme de droite. Les investissements publics d'avenir ont été oubliés. On tente de parer au plus pressé. La formation brute de capital fixe (les investissements d'avenir) de l'ensemble des administrations publiques ne représente plus que 3% du PIB contre 10% vingt ans auparavant, les dépenses de fonctionnement – retraites, dettes, transferts sociaux -, raflant tout le reste.

Toujours cigales, nous engloutissons les marges de manœuvre lorsqu'elles existent et sommes incapables de nous serrer la ceinture en cas de besoin. La comparaison avec nos partenaires et néanmoins concurrents est à cet égard, Allemagne mise à part, sans appel.

Nous vivons au-dessus de nos moyens et cela, depuis trop longtemps. Résultat des courses, tous les voyants sont au rouge : déficit public, niveau de la dette, comptes de la Sécurité Sociale, niveau des prélèvements obligatoires, etc.

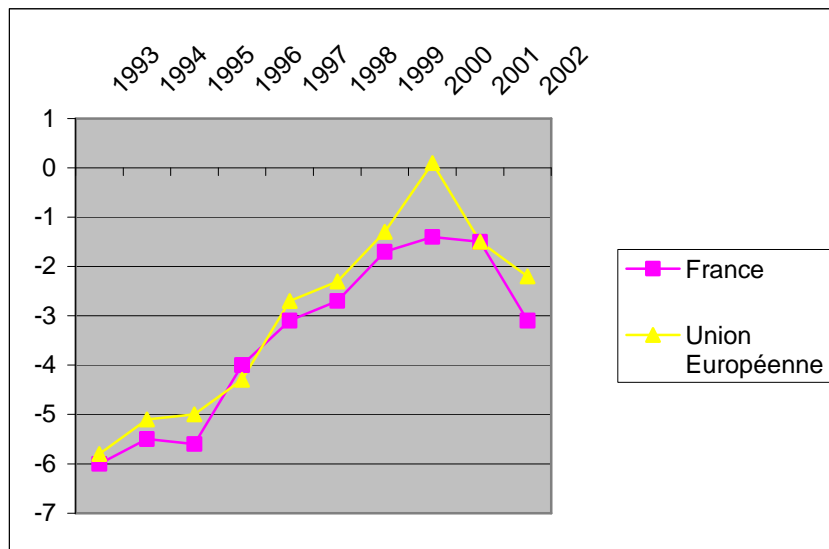
Ce ne fut pas toujours le cas. **Dans les années 1980** (hormis la parenthèse de la relance de 1982), **le solde du déficit budgétaire public français au sens large, sécurité sociale compris, était meilleur que la moyenne des soldes budgétaires des pays de l'Union monétaire.**

Déficit total en % du PIB (1983-1992)



En 1991, les dépenses publiques françaises s'élevaient à 47,9 % du PIB contre 47,6 % pour la moyenne de l'Union européenne monétaire (UEM) à quinze. On a réussi donc à rentrer dans les clous avec pratiquement dix ans, non pas de vertu absolue mais de vertu relative. Mais la vertu ne dura qu'un temps. De 1993 et 2003, sans interruption, le jeu se renverse. **C'est-à-dire que depuis dix ans, nous sommes plus mauvais en solde budgétaire que la moyenne européenne.**

Déficit total en % du PIB (1993-2002)



L'année 2003, avec 4,1% du PIB de déficit public (après 3,2% en 2002), est pire. 2004 ne sera pas bien meilleure. La France, qui, avec l'Allemagne, a échappé de peu à l'ignominie d'une punition de la part de la Commission européenne, espère voir son solde budgétaire repasser sous la barre des 3% du PIB prévu par le pacte de stabilité au mieux en 2005 ... si la croissance est au rendez-vous.

Or, la dégradation des finances publiques a un impact majeur sur la compétitivité d'un pays, sur son attractivité et in fine sur son rang dans le monde.

Les raisons de la dérive incontrôlée de nos finances publiques ? Elles sont nombreuses et surtout, pour la plupart, structurelles.

La France est ainsi un des rares pays à afficher, lors de la décennie écoulée, **une hausse la part de la dépense publique par rapport au PIB** qui passe de 47,9 (47,6 pour la moyenne européenne) en 1991 à 49,4 (44 pour la moyenne européenne) en 2002. Cinq points de PIB en dix ans de décalage avec nos voisins, c'est énorme.

En 2003, les dépenses de l'Etat s'élèvent à 280 milliards d'euros contre 220 milliards de recettes. Les dépenses de l'Etat sont donc supérieures de 27% à ces recettes. Imaginons une entreprise qui afficherait 27 % de son chiffre d'affaire en pertes ! Un particulier qui dépenserait 27 % de plus qu'il ne gagne ! Faillite ou surendettement et mise sous tutelle seront assurés dans un cas comme dans l'autre. L'Etat, incapable de discipline budgétaire, continue à s'endetter, sans demander l'avis des contribuables, à des cadences infernales.

En 1981, **la dette publique représentait 20 % du PIB. Fin 2002, elle représentait 58,5% du PIB. Avec 63 % aujourd'hui, le taux d'endettement du pays dépasse la limite des 60% autorisés par le pacte de stabilité, soit une augmentation de deux points par an pendant vingt ans.** Pis encore, ces 63% - 980 milliards d'euros de dettes - ne comprennent ni les engagements de retraites de l'Etat vis-à-vis de ses fonctionnaires, ni plus largement les engagements de retraite de la Sécurité Sociale vis-à-vis de l'ensemble des Français. Dit autrement, on aura pris en gros deux points de PIB de dette publique par an, pendant vingt ans, sans que les engagements de l'Etat ou de la Sécurité Sociale ne soient provisionnés. Les intérêts de la dette sont eux-mêmes exorbitants : pour les couvrir, l'Etat s'acquitte tous les ans de 40 milliards d'euros soit les 2/3 du déficit budgétaire de 2003.

Dans ces conditions, on n'est pas loin de la zone où commence à se déclencher ce que les économistes des finances publiques appellent **l'effet boule de neige**. C'est-à-dire que nous arrivons dans une zone où malgré un effort considérable - dont on ne voit pas l'ombre du début d'un commencement -, la dette publique prend une allure exponentielle en fonction du PIB.

La dette augmente en effet chaque année des intérêts à payer. Et chaque année, la dette diminue en proportion de la croissance du PIB. L'accroissement net de la dette tous les ans, à solde budgétaire primaire nul (le budget primaire exclut les dépenses d'intérêts), est égal à la différence entre le taux d'intérêt et le taux de croissance de l'économie. Actuellement, les taux d'intérêts sont bas (5,6%) et la croissance plutôt molle. Mais on voit bien que même dans l'hypothèse optimiste où l'écart entre taux d'intérêt et croissance passerait de trois à deux points, notre endettement continuerait à augmenter de 1,26 % par an (deux points que multiplient 63 %, qui est le taux actuel d'endettement par rapport au PIB). Donc, tous les ans, à solde primaire nul, nous augmentons notre stock de dettes par an de 1,26 points. **A solde primaire nul (or pour l'instant, notre solde primaire est négatif), notre endettement pourrait atteindre dans peu de temps 70% du PIB.**

Le dérapage incontrôlé des dépenses de santé est tout aussi dramatique. Elles ont, durant les vingt dernières années, toujours augmenté à un rythme supérieur à celui de la croissance du PIB. Sous prétexte qu'aucun ministre de la santé ne veut apparaître comme le ministre des « comptes », on a laissé filer le système. Or, la sauvegarde de notre système de Sécurité Sociale dépendra objectivement de notre capacité à maîtriser les dépenses de l'assurance-maladie - environ 6,5 % par an en moyenne ces derniers temps.

La même dérive laxiste s'est jouée sur le front de la fonction publique. Entre 1980 et 2000, toujours sur 20 ans, les effectifs de la fonction publique d'Etat affichent une hausse de 10 %. Dans le même temps, les effectifs de la fonction publique hospitalière ont augmenté de 15 %, ceux des fonctions publiques territoriales et collectivités locales ont augmenté de 35 %. Si le prélèvement de l'Etat par rapport au PIB reste à peu près constant à 18 % pendant la même période, celui de la Sécurité Sociale au sens large bondit à 22 % (contre 16%) et celui des collectivités locales de 3 à 5%.

Des économies sont faisables. Mieux encore, elles sont indispensables. Mais on ne peut pas faire des économies sur une grande structure de manière aveugle. Pour faire des économies sur une grande structure, il faut faire des analyses précises de productivité et de tâches. Et ça prend du temps. Et si vous voulez couvrir toute une structure, il faut le faire de manière absolument systématique. Cela vaut la peine car, d'après mon expérience, toutes les grandes structures que l'on soumet à un programme systématique d'étude de productivité, d'analyse de tâches, vont gagner sans effort particulier, sur deux à trois ans, de l'ordre de 20 % des effectifs.

L'Etat s'avère aussi piètre gestionnaire en ressources humaines qu'il l'est en finances publiques. Il semble incapable d'appliquer un minimum d'outils, utilisés couramment dans le privé, pour évaluer et gérer les carrières de ses fonctionnaires. C'est d'autant plus grave qu'on ne peut baisser durablement les prélèvements que si l'on baisse les dépenses et que le processus est devenu urgent puisqu'il y a modification de la structure fiscale en Europe sous l'effet de la concurrence acharnée entre nations. **Le capital est plus mobile que le travail.** Partout, la pression fiscale sur le capital se fait alors moins lourde pour attirer les investisseurs. Partout, la fiscalité sur le capital continue de baisser alors que celle qui pèse sur les revenus du travail (fiscalité directe et indirecte) augmente. La France a suivi ce mouvement. **Mais, comme sa fiscalité est, au total, plus lourde que celle de ses voisins, elle a moins baissé en ce qui concerne le capital et plus augmenté en ce qui concerne le travail.**

Ainsi, le facteur travail, c'est-à-dire l'ensemble des prélèvements sur le travail y compris, bien entendu, les charges sociales, les taxes sur la consommation, etc. est taxé en France à hauteur de 44 % contre 40 % pour la moyenne européenne. Plus grave, l'écart monte à 10 points sur le capital (45% en France contre 35% pour la moyenne européenne). L'état de nos finances publiques nous laisse peu de marges de manœuvre. D'où, **la détérioration progressive de la compétitivité française.**

Mais, ce qui est le plus alarmant pour la compétitivité de notre pays, sur le long terme, c'est l'évolution du temps de travail. Si l'on prend l'évolution du PIB par tête en France, aux Etats-Unis et en Europe, on réalise que les variations du PIB par tête en valeur relative sont très faibles de 1970 à 2000. L'Europe à quinze fait, en 1970, 69% du PIB par tête par rapport au PIB américain (70% en 2000) et la France quasiment la même chose avec 73 % (71% en 2000). La dégringolade aurait été plus forte si, dans le même temps, la productivité par heure de travail, qui était en France de 73 % en 1970 de la productivité par heure américaine, n'était passée en l'an 2000 à 105 %. En revanche, le nombre d'heures de travail par travailleur est passé du même niveau que celui des Etats-Unis, à 67 % en 2000. Nous avons donc acheté des loisirs avec une amélioration formidable de la productivité horaire.

Je pense que nous sommes pour l'instant sur une trajectoire, non pas de déclin absolu, mais nous sommes sur **une trajectoire de déclin relatif par rapport à la majorité de nos voisins européens, Allemagne exceptée.** Les Allemands sont dans une situation aussi mauvaise que la nôtre, à ceci près qu'ils ont quand même l'excuse d'avoir financé une réunification qui leur a coûté extrêmement cher et qui va continuer à leur coûter extrêmement cher. Qui est jusqu'à présent un échec de très grande dimension. Mais au rythme où on va aujourd'hui, nous allons être rattrapés par l'Espagne et à mon avis, de manière indiscutable dans les dix ans qui viennent, dépassés par l'Angleterre. Cette dernière, qui affichait un PIB inférieur de 20% au nôtre vingt ans auparavant, nous a déjà rattrapé.

Si l'on considère qu'il y a un plein emploi des facteurs théoriques de production, on peut se dire qu'on a perdu un bon 1/2 point de croissance à cause de la baisse du temps de travail. Est-ce cela la politique économique d'une puissance qui se veut encore européenne sinon mondiale, où est-ce une politique économique de pays « Club méditerranée » ?

Dans ces conditions - détérioration des finances publiques, réduction des marges de manœuvre, hausse du chômage, croissance molle, etc. -, **un réajustement brutal s'avère inéluctable.**

Rappelons nous que ce fut la contrainte d'une balance du commerce extérieur à tenir et la menace du FMI - passer sous les fourches caudines du FMI pour le gouvernement d'alors était du plus mauvais effet - qui, en 1982, ont suffi à nous faire retrouver la voie de la raison.

Dossier établi avec la collaboration de **Meriem Sidhoum Bøe**

La vie du Club

Le rapport moral et le rapport financier soumis à l'Assemblée générale du **Club** le 12 février 2004 ont été **adoptés** à l'unanimité des présents. A cette occasion, trois groupes de travail destinés à améliorer le fonctionnement du **Club** ont été créés :

Un groupe de travail **recrutement**. Il s'agit de raisonner en terme **de valeur ajoutée** à la fois sur le plan intellectuel et financier. Ce groupe est piloté par **Thierry Grimaux**.

Un groupe de travail **contenus**. Il s'agit de réfléchir aux voies et moyens **d'optimiser** l'utilisation du site, soit en interne pour les membres, soit en externe, et de voir si d'autres outils, dont la lettre, peuvent rendre à nos membres des services plus précis. Ce groupe est piloté par **Malo Girod de l'Ain**.

Un groupe de travail **notoriété et influence**. Que veut-on faire ? Que peut-on faire ? Il s'agit de trouver le bon dosage entre **l'esprit Club** (relativement fermé) et **l'action** extérieure. Ce groupe est piloté par **Etienne Colin de Verdière**.

Prochains petits-déjeuners

1^{er} avril 2004 : Anne-Marie Idrac, présidente-directrice générale de la RATP, interviendra sur le thème : « **Nouvelles habitudes. Nouvelles exigences.** »

13 mai 2004 : Bertrand Collomb, président du groupe Lafarge, interviendra sur le thème : « **La gouvernance vue de l'intérieur.** »

The Smartest Guys in the Room : The Amazing Rise and Scandalous Fall of Enron
Bethany Mclean et Peter Elkind, Portfolio, Penguin Group, 435 p., New York 2003

Lecture recommandée par Warren Buffet, qui prêche la gouvernance et la modestie des dirigeants ..., tout le contraire d'Enron. A ce jour, **le récit le plus complet de la genèse de l'affaire**, jusqu'à sa faillite. Rien ne nous est épargné : en ouverture, les détails du suicide d'un second couteau, puis une accumulation d'histoires personnelles sordides, celles des principaux dirigeants d'Enron. Dans le box des accusés, Arthur Andersen évidemment, mais aussi McKinsey par le truchement de Jeff Skilling, un de ses brillants produits, ainsi que la Harvard Business School, pépinière de plusieurs des protagonistes du management d'Enron.

Les deux journalistes qui retracent les tenants et les aboutissants du désastre ont évité le lyrisme : ils décrivent avec précision **les pratiques comptables** qui ont trompé les analystes du secteur pendant plusieurs années, les attermoissements des banquiers et les manquements de la presse. Instructif !

Depuis la parution du livre, fin 2003, la justice américaine a réprimé plusieurs responsables d'Enron. Mais il reste un goût amer après la digestion de ce conte cruel plein de **compromis**, de **lâchetés**, de **complicités politiques**... les mains sales et la nausée. On aimerait croire qu'Enron aura valeur d'exemple... mais, les réunions de transactions du big business ne seront jamais un dîner de gala et le gaz naturel sentira toujours le pétrole. Ames sensibles, s'abstenir...

Gérard Poirot, expert Internet Business Visions

Ne dites pas à Dieu ce qu'il doit faire : Einstein le roman d'une vie
François de Closets, Editions le Seuil, 444 p., Paris 2004

Albert Einstein a façonné un siècle de science, vécu un siècle d'horreurs et mené, au milieu de tout cela, une existence originale. François de Closets décrit à merveille cet univers à dimensions multiples. D'une seule flèche, il parvient à atteindre **trois cibles**. La première est celle d'une vulgarisation scientifique de haut niveau. Qui ne connaît pas la différence entre relativité restreinte et relativité générale, qui ne maîtrise pas parfaitement **la théorie des quanta**, trouvera plaisir à comprendre. La deuxième cible est de nature historique. Au terme d'une longue enquête, l'auteur démêle l'écheveau **politico scientifique** qui a rendu fatales la conception et la construction de la bombe atomique. La troisième cible est empreinte de **psychologie**. A travers le portrait qu'il dresse d'Einstein, François de Closets montre l'incomplétude d'un homme qui, à force de se passionner pour les idées, en arrive à se désintéresser des personnes. Mais il montre aussi que cette passion pour les idées conduit à une liberté de pensée qui peut à la fois mener aux grandes découvertes et permettre de jouer un rôle à part dans la vie de la cité. Un rôle qui, lui aussi, peut se résumer en une équation : anarchisme + civisme = dignité.

M.U.

Les nouveaux penseurs de l'Islam

Rachid Benzine, Editions Albin Michel, 298 p., Paris 2004

Disciple déclaré de Mohamed Arkoun qui a été l'invité du Club en octobre 2002, Rachid Benzine fait entendre la voix de ces penseurs, minoritaires dans leurs pays, parfois menacés de mort et contraints à l'exil, qui s'obstinent à explorer des chemins inédits pour **la reconstruction** de la pensée religieuse musulmane. D'Egypte ou du Maroc, d'Iran ou de Syrie, ces hommes et ces femmes affirment que le Coran doit être revisité avec **les outils de la modernité** et le soumettent au crible de l'analyse littéraire et de la critique historique. Qui a écrit que « Le Coran est un texte linguistique, un texte historique et un produit culturel » ? Nasr Hamid Abu Zayd. Considéré comme un apostat, il a été banni de son pays, l'Egypte. Il n'est pas le seul. Abdul Karim Soroush, pourtant favorable au départ à la révolution islamique dans son pays l'Iran, est contraint à l'exil et enseigne actuellement à Harvard. D'autres comme le soudanais Mahmoud Mohamed Taha ont été liquidés.

Dans la nuit noire qui semble envelopper la « pensée » dans la plupart des pays musulmans, ce sont autant d'esprits fulgurants et lumineux que Rachid Benzine nous donne à entendre. A lire par tous ceux qui commencent à **désespérer** d'un certain « islam ».